duisait les conditions et pressait leur mise à exécution (1).

Cette fois, les représentants et délégués des arbitres (Jean Cuisinier, chanoine de Nevers, et Guy Le Bas, chevalier) prirent leurs mesures pour que la paix fût fidèlement observée.

Le 9 juin 1270, ils réunirent à cet effet les chanoines et les citoyens et leur ordonnèrent d'exécuter sans retard les clauses de l'accord (2).

Les arbitres ne s'en étaient pas rapportés aux Chapitres de Lyon et de Saint-Just du soin de lever les excommunications, et par un acte spécial avaient chargé eux-mêmes l'abbé d'Ainay et le gardien des Frères Mineurs de Lyon de cette mission. Dès le 19 juin, ceux-ci s'en acquittèrent (3).

Les choses en étaient là et la tranquillité renaissait dans Lyon, quand la mort du roi de France vint tout arrêter. Il avait été le principal auteur de l'accord ; lui mort, la guerre recommença (4). Ce n'est que le 1^{er} août 1271 qu'une sentence arbitrale, rendue par l'évêque de Clermont et Nicolas de Chalon, vint enfin terminer cette longue querelle. Les Lyonnais obtinrent de garder les clefs des portes du Pont-du-Rhône, de Saint-Marcel,

(1) *Ménest.*, pr. p. 5 et 6. Hoc est transcriptum secundi precepti. — *Arch. dép. du Rhône*. Arm. Abram, vol 13, n° 5.

(2) *Ménest.*, pr. p. 6 et 7. Hoc est transcriptum cujusdam monitionis. — *Arch. du dép. du Rhône*. Arm. Abram, vol. 13, n° 6.

(3) *Ménest.*, pr. p. 9. Hoc est transcriptum absolutionis.

(4) *Ménest.*, p. 381 et 382. Les motifs de désaccords étaient trop profonds, en effet, pour être facilement extirpés. Les Lyonnais, pour ne citer qu'un fait, avaient inutilement demandé à l'Eglise l'admission de personnes non nobles dans le Chapitre de Lyon et dans celui des Dames de Saint-Pierre (*Ménest.*, pr. p. 1 et 2). Le refus opposé à leur requête avait vivement blessé leur amour-propre ; mais il ne doit point nous étonner.